

*Les subsides**[Traduction]*

M. Caldwell: Monsieur le Président, ma question s'ajoute vraiment à celles qu'a posées la députée de Hamilton-Est (M^{me} Copps). Les gens de la région du député se sentent-ils menacés par les mesures prises par le gouvernement dans le domaine des arts et de la culture?

[Français]

M. Hamelin: Monsieur le Président, je pense que notre région, sous le précédent régime, n'a jamais bénéficié énormément des largesses gouvernementales en matière de développement des arts et de la culture. Et même la Société Radio-Canada n'a jamais rempli sa mission ni son rôle. Pourtant, avec vous, je vais continuer à me battre auprès de la Société, et je le fais pour qu'elle puisse peut-être enfin, après un effort de rationalisation de son budget, de ses effectifs, me donner peut-être une petite équipe permanente en matière d'information.

J'ai aussi évidemment d'autres ministères qui m'ont aidé récemment avec le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{lle} MacDonald): on a investi bien peu, semble-t-il, près de \$70,000 dans une école de musique qui fonctionne tout l'été. Et évidemment, j'accepte aussi, mon cher collègue l'effort de rationalisation que l'on demande à tous les niveaux de ce gouvernement, de façon à ce que, ultérieurement, nous puissions et dans Charlevoix et ailleurs maximiser les interventions gouvernementales en faveur des arts et de la culture.

[Traduction]

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, j'ai des centaines de dossiers. Je pense que divers députés nous ont parlé des aspects économiques du soutien à la communauté culturelle canadienne, mais je dois dire que la question du financement des arts et la question des restrictions est beaucoup plus fondamentale que cela.

• (1700)

Le député de Charlevoix (M. Hamelin) nous a demandé si nous devons hypothéquer l'avenir de nos enfants pour le bien des arts. Je peux vous assurer, monsieur le Président, que si ce gouvernement continue à saper les moyens d'existence des organisations et des personnes qui s'occupent de culture, nous risquons tout simplement de ne plus avoir de pays à hypothéquer. C'est cela, la question fondamentale. C'est malheureusement une question qui a échappé au ministre des Communications (M. Masse).

Si vous m'accordez quelques instants, je souhaiterais lire quelques notes d'un discours de l'honorable ministre des Communications sur les activités de son ministère. Je vais simplement lire le plan, monsieur le Président. Il dit que la stratégie d'investissement du secteur des arts et de la culture est le reflet d'une saine gestion; que l'aide aux activités artistiques et culturelles prend une nouvelle orientation; que la réglementation va amener la restauration d'un climat favorable à la croissance économique; que l'on va revenir aux objectifs fondamentaux, et que tout cela, ce sont des priorités économiques du gouvernement. Au cours de tout ce débat, nous avons entendu parler des priorités économiques du gouvernement.

Je voudrais un instant vous parler en tant que Canadienne anglaise vivant tout près de la frontière américaine. Quand je vois des journaux nationaux, des économistes et d'autres personnes, que j'aurais cru dévoués à la cause de notre pays, dire que nous devrions vendre notre eau aux États-Unis pour inciter

les États-Unis à accepter une entente de libre-échange, ou que nous devrions joindre notre destinée à celle des États-Unis parce qu'après tout, nous ne sommes tous qu'une seule et grande et heureuse famille, je suis assailli de doutes, de doutes non seulement concernant mon avenir, mais concernant l'avenir de mon pays. S'il existe un instrument, un outil, une ressource qui puisse nous servir, à nous Canadiens, à façonner notre propre avenir, c'est bien la communauté culturelle et artistique.

Lorsqu'il est allé à Bonn, le premier ministre (M. Mulroney) s'est donné des airs de grand négociateur et a parlé du caractère unique du patrimoine canadien qui lui permettait de s'adresser à M. Mitterrand en français, à M. Reagan en anglais, et de jouer le rôle de tiers que le Canada a si souvent joué dans le domaine international. Ce genre de patrimoine et de culture est profondément menacé par notre gouvernement qui essaie d'enrayer le type d'initiatives financières dont nous avons besoin pour assurer l'avenir de notre communauté artistique, et en particulier la communauté artistique du Canada anglais.

J'ai eu l'occasion de rencontrer des artistes d'une côte à l'autre du pays. Ils ont supplié le ministre des Communications de se pencher sur la situation et sur l'intégrité culturelle non seulement du Québec, mais aussi du reste du Canada. Je crois que la situation du Québec est exceptionnelle, et je pense que les Québécois ont la chance extraordinaire de pouvoir se servir de leur langue comme tampon entre eux et notre voisin du Sud qui nous écrase par sa population. Au Canada anglais, nous n'avons pas ce tampon de protection. L'un des députés du gouvernement nous a cité des exemples de culture canadienne avec William Shatner et Lorne Greene; je m'attendais à entendre parler de Paul Anka et de tous ces autres grands artistes canadiens qui ont fait fortune en s'américanisant et qui sont partis vivre aux États-Unis. En tant que Canadienne, je ne souhaite pas concurrencer *Dallas*. On a dit tout à l'heure à la Chambre que *The Beachcombers* pouvait soutenir n'importe quand la comparaison avec *Dallas*. Personnellement, je ne tiens pas à ce que mon pays et ma culture soient mis en concurrence avec *Dallas*.

Selon moi, nous avons une culture unique en son genre parce qu'elle est le produit de la participation des secteurs public et privé. Il est facile de s'égarer dans les aspects financiers de la question. J'en ai parlé et d'autres députés en ont parlé aussi. Nous avons mentionné l'énorme potentiel de création d'emplois qu'offre le secteur culturel de la mosaïque canadienne. Nous savons qu'en favorisant notre industrie touristique, nous pouvons rivaliser avec n'importe quel autre pays du monde en matière de tourisme. Nous attirons les touristes au Canada grâce à notre mosaïque culturelle. Cette mosaïque revêt cependant plus d'importance que cela. Elle reflète l'essence même de la grandeur de notre pays.

Il a été question plus tôt du Canadien Pacifique et des voies ferrées qui relient le pays d'un océan à l'autre. Le Canada a ceci de particulier: grâce à une économie mixte et à une politique axée à la fois sur l'intervention gouvernementale et la participation du secteur privé, nous avons pu développer notre pays le long des voies ferrées et des lignes de communication. Mais maintenant, le gouvernement dit qu'il favorise la privatisation. Il dit: «Nous ne croyons pas que le secteur public et le gouvernement doivent jouer un rôle de premier plan.» Le